ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Classes moyennes, et par le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, le 23 juillet 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "établissant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels, créés en application de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, modifiée par la loi du 15 juillet 1985", a donné le 19 août 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 23e juli 1985 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Middenstand en door de Staatssecretaris van Middenstand verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vastlegging van de regels voor de organisatie en de werking van de beroepsinstituten, opgericht bij toepassing van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1985", heeft de 19e augustus 1985 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1985 (remplacement de l'article 6 de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services (Moniteur belge du 26 juillet 1985), habilite le Roi à déterminer le nombre des membres, les conditions d'éligibilité et les modalités d'élection, ainsi que les règles de fonctionnement des organes des Instituts professionnels. Ces organes sont plus particulièrement

- un Conseil national,
- deux Chambres exécutives,
- et deux Chambres d'appel.

Le présent projet tend précisément à établir les règles précitées et donc à assurer l'exécution dudit article 6 de la loi-cadre du 1er mars 1976.

+

OBSERVATION GENERALE.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si, compte tenu de l'importance du projet et des difficultés que son application risque de rencontrer faute que ses

dispositions puissent matériellement être précises jusqu'au détail, il ne s'indiquerait pas de le faire précéder d'un rapport au Roi dans lequel le Gouvernement exprimerait, de manière plus complète, qu'il n'est possible de le faire dans le texte, les intentions qui ont présidé à la rédaction de certaines dispositions, notamment celles qui se rapportent aux diverses procédures.

+

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

De manière à éviter que l'intitulé ne soit trop long, il est suggéré d'en omettre la référence à la loi du 1er mars 1976 qui sera, de toute façon, visée dans le préambule.

Le texte suivant est proposé :

"Arrêté royal déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services".

PREAMBULE.

L'usage recommande de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Vu la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, notamment l'article 6, § 3, modifié par la loi du 15 juillet 1985;".

DIVISION DU DISPOSITIF.

Du point de vue logique, la division du dispositif et la répartition des articles en chapitres et en sections devraient être sérieusement remaniées en tenant compte des observations suivantes :

- les articles 4 et 6 ne sont pas à leur place dans le chapitre premier; ces dispositions contiennent des conditions d'éligibilité et devraient à ce titre être reprises dans un chapitre 2, remanié; la même remarque vaut pour les articles 8, § 2, et 9;

- la subdivision du chapitre II en sections devrait se faire d'une autre manière; ainsi, il paraît souhaitable de consacrer une section distincte respectivement aux dispositions concernant les conditions d'éligibilité, aux dispositions qui ont trait à l'organisation des opérations électorales et aux dispositions relatives à la procédure de recours en matière de résultats électoraux;

- les dispositions concernant la "procédure d'inscription" (articles 46 à 48), et celles concernant "la procédure disciplinaire et en matière d'honoraires" (articles 49 à 52) feraient mieux l'objet respectivement d'une section 6 et d'une section 7.

Au surplus, conformément à l'usage, il convient d'écrire dans le texte français "Chapitre premier" et dans le texte néerlandais "Hoofdstuk I". Les sections doivent être numérotées en chiffres arabes et, dans le texte français, il convient d'écrire "Section première".

Par ailleurs, il est suggéré de donner l'intitulé suivant aux trois chapitres de l'arrêté en projet :

Chapitre premier. Composition du Conseil national, des chambres exécutives et des chambres d'appel;

Chapitre II. Election des membres du Conseil national, des chambres exécutives et des chambres d'appel;

Chapitre III. Règles de fonctionnement des organes des instituts professionnels.

Enfin, la subdivision "Dispositions finales et transitoires" devrait former le chapitre IV.

DISPOSITIF.

Article ler.

Cette disposition n'a pas de contenu normatif. Elle devrait être omise.

.../...

Article 2.

Il résulte de la combinaison de différentes dispositions du projet (les articles 2, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 41 et 67) que l'organe le plus important d'un institut professionnel, à savoir le Conseil national, est conçu par les auteurs du projet comme un organe qui agira à travers des sections autonomes dotées d'un pouvoir de décision distinct et opérant selon des procédures de délibération bien définies.

La loi a conçu le Conseil national comme un organe délibérant collégialement et nanti d'un pouvoir de décision unique. Il n'existe aucune raison objective, du moins dans l'état actuel de l'information dont le Conseil d'Etat dispose, qui justifierait que les questions relatives à la protection du titre professionnel et à l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services reçoivent des solutions différentes selon la langue des intéressés.

Les dispositions précitées devraient donc être revues de manière à demeurer conformes à la loi dans laquelle le Roi puise son pouvoir.

Cette critique ne signifie pas qu'il serait interdit au Conseil national de prévoir, par exemple dans son règlement d'ordre intérieur, la constitution de commissions ou de groupes de travail spécialisés, en vue de l'étude ou de la préparation de certaines de ses décisions.

.../...

Articles 3 et 4.

L'illégalité de la création de sections ayant un pouvoir de décision aura pour conséquence de susciter une hésitation quant à la portée des articles 3 et 4. Faudra-t-il entendre, comme la rédaction de ces articles, considérés isolément, porterait à le croire, que toutes les personnes inscrites au tableau des titulaires, quelle que soit leur appartenance linguistique, contribueraient à l'élection de tous les membres du Conseil national ? Ou faut-il considérer, au contraire, que dans l'intention du Gouvernement, telle qu'elle pourrait se dégager du rapprochement des articles 3 et 4 et de l'article 2, les titulaires de la profession formeraient, selon leur appartenance linguistique, des collèges électoraux distincts chargés chacun d'élire les membres du Conseil national de la même appartenance ?

Pour prévenir cette difficulté d'interprétation, les articles 3 et 4 devraient traduire, de manière plus explicite, les intentions exactes du Gouvernement.

+

C'est l'article 6, § 3, alinéa 2, de la loi-cadre du ler mars 1976, qui fixe la durée des mandats à six ans.

Il ne se recommande pas de répéter cette disposition dans l'arrêté royal d'exécution car il n'appartiendrait pas au Roi de modifier cette durée. Les mots "... pour une durée de six ans ..." devraient être omis.

Article 5.

A l'alinéa 1er, il conviendrait de remplacer les tirets par 1°, 2° et 3°.

Le terme de "liste" est improprement employé au troisième tiret. Il faudrait écrire "tableau".

A l'alinéa 3, mieux vaudrait remplacer ".... Dans les cas prévus ci-dessus" par "Dans les cas visés à l'alinéa 1er".

Dans le texte français de l'alinéa 4, la tournure "il est fait recours à une élection partielle" serait avantageusement remplacée par l'expression "une élection partielle est organisée", qui serait d'ailleurs plus proche du texte néerlandais.

Article 7.

Suivant le paragraphe 1er, alinéa 2,

> "A la demande du président, chaque Chambre exécutive peut être subdivisée en autant de sections de trois membres que le permet le nombre de présidents et de membres, effectifs et suppléants".

1. Faute de détermination de la compétence des sections de trois membres prévues par cette disposition, la portée de celle-ci n'apparaît pas clairement. Il ne serait en tout cas pas conforme à la loi que les sections soient autorisées par le Roi à exercer les compétences des deux chambres exécutives que l'article 6, § 3, de la loi prévoit.

2. Le paragraphe 3, suivant lequel :

"Le Roi peut, pour une profession déterminée, augmenter à la demande du Conseil national le nombre de présidents et de membres suppléants des Chambres exécutives",

appelle une observation étroitement liée à celle qui vient d'être faite. On observera subsidiairement que le paragraphe 1er, alinéa 2, n'est intelligible qu'après la lecture du paragraphe 3.

3. Compte tenu des observations qui précèdent et du temps dont il dispose, le Conseil d'Etat s'abstiendra d'envisager les conséquences juridiques et pratiques de l'augmentation du nombre de présidents et de membres suppléants des chambres exécutives, et, plus généralement, de la création de sections.

Article 8.

Eu égard aux observations qui ont été faites à propos des articles 3 et 4 auxquels il fait référence, l'article 8 manque du minimum de précision requis.

Article 10.

C'est par erreur que l'article renvoie à l'article 4. Il faut en réalité lire "34".

Dans le texte français, mieux vaudrait écrire : "... constitué comme il est prévu ...".

La formule selon laquelle le bureau "procéde aux opérations électorales" manque de précision, alors surtout que d'autres dispositions donnent des compétences fort étendues au président en la matière (1).

.../...

---

(1) Sous réserve de l'observation qui sera faite ci-après à propos de l'imprécision de la détermination du président compétent.

Il semble que l'une des responsabilités du bureau soit implicitement prévue à l'article 24. Encore conviendrait-il que cette responsabilité soit mieux définie.

Article 14.

Il n'apparaît pas clairement de l'alinéa 1er si, comme on peut le supposer, la disposition vaut pour les candidatures non seulement aux chambres exécutives mais aussi aux chambres d'appel et au Conseil national. Dans cette hypothèse, il serait préférable de lever l'équivoque en écrivant "au président de la chambre exécutive".

Article 17.

Il conviendrait que le texte détermine de quel président il s'agit. La même observation vaut pour les articles 18, 19, 25, 27 et 28.

D'une manière plus générale, on peut s'interroger sur la portée exacte ainsi que sur l'utilité pratique du système organisé par l'article.

Présumant l'arrêté en projet conforme à la loi, on doit supposer que le président n'aura aucun pouvoir de contrainte à l'égard des membres auxquels il ferait appel. S'il en était autrement, ceux-ci pourraient d'ailleurs présenter leur démission conformément à l'article 5, alinéa 1er, ou à l'article 8, § 3, aussitôt après avoir été élus. L'application de l'article devrait encore se concilier avec celle des articles 6 pour le Conseil national et 9 pour les chambres.

.../...

Article 18.

A l'alinéa 3, les mots "... du présent article" sont superflus et doivent être omis.

Article 19.

La division de l'article en alinéas n'apparaît pas clairement dans la typographie du texte soumis au Conseil d'Etat.

Il serait plus précis d'écrire, à la fin de l'article : "... sont fournis par la chambre exécutive". La même observation vaut pour l'article 21.

Article 20.

L'expression "L'électeur pointe sur le bulletin" est trop peu ou trop précise selon les intentions exactes du Gouvernement. Si celui-ci entendait déterminer implicitement par cette formule le modèle du bulletin de vote, l'expression serait insuffisamment précise. Dans le cas contraire, il suffirait d'écrire : "L'électeur exprime son vote sur le bulletin pour, au maximum, autant de candidats ...".

Article 26.

A l'alinéa 2, si le Gouvernement estimait nécessaire de maintenir le membre de phrase "et défalqués du nombre total des bulletins de vote", bien qu'il semble énoncer une évidence, il conviendrait, du moins pour donner un sens à ce membre de phrase, d'y ajouter "pour la détermination du nombre de votes valables".

.../...

Article 27.

L'alinéa ler appelle la même observation que celle qui a été faite à propos des articles 3 et 4.

Suivant l'alinéa 2,

> "Si aucun candidat domicilié dans la région de langue allemande n'est élu, le président, dans l'hypothèse prévue aux articles 2 et 8, désigne le candidat de cette région qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Il prend la place du membre suppléant élu qui avait obtenu le plus petit nombre de suffrages".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition soulève plusieurs difficultés :

1. Les mots "dans l'hypothèse prévue aux articles 2 et 8" paraissent beaucoup trop larges pour couvrir la seule éventualité qu'il y a lieu de prendre en considération, c'est-à-dire l'application de l'article 8, § 3, alinéa 2, de la loi.

2. La désignation du candidat de la région de langue allemande qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages et qui prendra la place du membre suppléant élu qui avait obtenu le plus petit nombre de suffrages ne repose pas sur un critère permettant de déterminer avec suffisamment de précision l'appartenance linguistique du membre suppléant ainsi appelé à céder sa place.

3. Le texte en projet peut, à la rigueur, être interprété par combinaison avec l'article 8, § 3, de la loi, et particulièrement avec la phrase "La représentation de cette région doit alors y être assurée", comme permettant au président de remplacer un membre effectif par le membre suppléant de langue allemande. Encore serait-il préférable que la disposition en projet le précise expressément en indiquant quel serait le membre effectif qui aurait à s'effacer.

Articles 32 et 33.

Ces dispositions devront être revues à la suite de la revision de l'article 2.

Article 34.

Cette disposition doit également être revue pour le motif exposé à propos de l'article 2. Il en va de même pour la dernière phrase de l'article 35, pour l'article 38, pour l'article 39 et pour l'article 41.

Article 35.

La première phrase de l'article devrait être rédigée comme suit, compte tenu de l'article 7, § 2, alinéa 1er, de la loi :

"Le bureau est chargé de la gestion journalière de l'Institut".

.../...

Article 36.

A la fin de l'article, mieux vaudrait écrire : "... ainsi que tous les documents qui émanent de ces organes".

Article 40.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter".

Article 42.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée normative de la seconde phrase de l'article. D'une part, le "cas de nécessité" n'est pas déterminé; d'autre part, comme, suivant l'article 7, § 3, alinéa 4, de la loi, le délai de recours dont dispose le commissaire du Gouvernement "court à partir du jour où il a eu connaissance de la décision", on ne voit pas l'utilité de prévoir que ce délai ne serait pas prolongé s'il avait pris connaissance "sur place des décisions prises en son absence".

Subsidiairement, il y aurait lieu d'écrire "... à l'article 7, § 3, de la loi du 1er mars 1976 ...".

.../...

Article 44.

La première phrase de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit dans le texte français :

"Les chambres exécutives ne délibèrent valablement que si le président ou le vice-président, deux membres effectifs ou suppléants et l'assesseur juridique sont présents".

Dans le texte néerlandais de la même phrase, il convient de remplacer le mot "geldig" par les mots "op geldige wijze".

Les mêmes observations valent mutatis mutandis pour l'article 53.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter".

Article 45.

1. Compte tenu de son emplacement, l'article paraît viser aussi bien la procédure d'inscription que la procédure disciplinaire et la procédure en matière d'honoraires.

On peut se demander si l'obligation de motiver toutes les décisions est bien nécessaire. Sans doute suffirait-il de prévoir la motivation des décisions de refus (voir par exemple l'article 4, § 2, de la loi du 30 avril 1970 sur le camping).

.../...

2. Par ailleurs, les auteurs du projet ont-ils entendu faire une différence entre les parties qui doivent être entendues ou être dûment appelées selon la paragraphe 1er et les personnes intéressées qui peuvent faire valoir leurs moyens oralement ou par écrit selon le paragraphe 2 ?

3. On peut s'étonner que, placé dans la section 2, intitulée "Les Chambres exécutives", l'article vise également les chambres d'appel.

4. Le terme de "mandat", utilisé au paragraphe 2, troisième phrase, n'a de sens que si les "personnes intéressées" peuvent se faire non seulement assister mais aussi représenter, soit par un avocat, soit par un ou plusieurs membres de l'Institut réunissant les conditions d'éligibilité aux Chambres. Ce n'est cependant qu'à l'article 52 que la représentation est expressément prévue.

De toute façon, le texte devrait être revu. Il pourrait, par exemple, être rédigé comme suit :

"... Elles peuvent se faire représenter ou assister par un avocat ou par un ou plusieurs membres de l'Institut réunissant les conditions d'éligibilité aux Chambres. Lorsqu'elles ne sont pas représentées par un avocat, le mandat doit être écrit".

Article 47.

Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 1er semble laisser au seul secrétaire un très large pouvoir d'appréciation quant au point de savoir si le dossier est suffisamment étoffé pour que le délai de huit jours puisse prendre cours.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si cette conséquence est conforme à ses intentions.

.../...

Article 48.

Outre qu'il est surprenant que le délai pour statuer soit simplement impliqué par le délai pour notifier la décision, on observera, en relation avec ce qui vient d'être relevé à propos de l'article 47, § 1er, que le délai de soixante jours court à partir "de la demande" sans qu'il soit précisé si celle-ci doit être accompagnée du dossier complet pour que le délai coure effectivement. Il n'est pas non plus fait mention de la réception de la demande comme à l'article 47, § 1er.

Article 50.

La terminologie de l'article appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 45.

Article 51.

Il serait préférable d'écrire dans le texte français : "Les décisions qui sont rendues en matière disciplinaire ...".

A la cinquième ligne dans le texte français, il faut, comme dans le Code judiciaire, écrire "prononciation" au lieu de "prononcé". La même observation vaut pour l'article 59, 4°.

.../...

Article 52.

La prononciation par défaut n'a de sens que si l'opposition est ouverte et organisée, ce qui n'est pas le cas dans la section 2 du projet, l'article 61, quoique rédigé en termes généraux, étant inséré dans la section 3, intitulée "Les Chambres d'appel".

Article 54.

A l'alinéa 2, il serait plus élégant de dire en français : "...; il doit être formé dans les trente jours ...".

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il convient d'écrire : "Het beroep heeft schorsende kracht; het moet ...".

Article 55.

Dans le texte français, il faudrait écrire :

"Dès la réception du recours, le secrétaire l'inscrit sous un numéro d'ordre dans un registre constitué à cette fin et demande ...".

Article 56.

Il semble résulter de l'article que c'est le secrétaire qui fixe la date de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée. Cette conclusion est contredite par la seconde phrase de l'article 62. Les dispositions énoncées dans ce dernier article devraient être insérées entre l'article 55 et l'article 56, ou en tête de l'article 56.

.../...

Sous l'article 56, la première phrase serait plus simplement rédigée comme suit :

"Le secrétaire convoque les membres effectifs de la chambre d'appel à l'audience fixée".

Article 57.

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 1er semble permettre au secrétaire de déterminer le délai pendant lequel le dossier peut être consulté. L'arrêté en projet devrait déterminer un délai minimum. On comparera la disposition avec l'article 50.

Conformément à l'usage, il serait préférable d'écrire en français "sans déplacement" plutôt que "sur place" à l'alinéa 2.

Article 58.

On ne peut manquer de souligner le contraste entre la minutie des dispositions relatives aux audiences d'appel et le caractère comparativement sommaire de celles qui se rapportent aux audiences de première instance.

Article 59.

Au début de l'article, il serait préférable d'écrire, pour éviter une redondance bien inutile :

"Les décisions sont prises dans les conditions prévues à l'article 45. Elles sont motivées et mentionnent :".

.../...

Pour éviter toute équivoque, il y aurait lieu d'écrire au 1° : "l'identité complète des parties et, le cas échéant, celle de la personne qui les représente ou les assiste;".

Article 61.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 3, il convient d'écrire : "de verzet doende partij" et "verzet doen" au lieu de "de verzetmakende partij" en "verzet maken".

Article 63.

Il y a discordance entre le texte français et le texte néerlandais de la deuxième phrase.

En supposant que le texte néerlandais, plus logique, reflète mieux que le texte français l'intention du Gouvernement, il est proposé de rédiger cette deuxième phrase comme suit :

"... . Néanmoins, l'appel de l'intéressé ne peut avoir pour conséquence en matière disciplinaire une aggravation de la sanction prononcée".

Article 64.

Il ressort de l'article 8, § 3, alinéa 1er, de la loi, et en particulier de l'adjectif "ces" désignant les chambres réunies, que la composition de celles-ci est déterminée par la loi comme étant l'addition pure et simple des membres des deux chambres. Il n'est donc pas permis au Roi

de leur assigner une composition différente, comme le fait l'article 64. Celui-ci doit, dès lors, être revu.

Si l'article prévoyait, comme l'article 44, un quorum, il n'appellerait pas cette objection.

De toute façon, le terme de "rôle linguistique" est inadéquat en l'occurrence.

Article 65.

On se reportera, à propos de cet article, aux observations faites sous l'article 27.

On relèvera cependant qu'il est ici question d'adjoindre aux chambres exécutives ou aux chambres d'appel réunies un membre du Conseil ou, à défaut, une personne inscrite au tableau des titulaires.

Il conviendra que le Gouvernement mette les deux dispositions en concordance.

Article 68.

L'alinéa 2 charge le secrétaire de rédiger les décisions. Cette formule est ambiguë, les décisions devant évidemment être prises par la chambre. Il serait donc préférable d'écrire qu'il "acte les décisions".

.../...

Article 70.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé de la manière suivante :

"La partie qui désire récuser un membre d'une chambre est tenue de le faire avant tout moyen de défense et d'en exposer les motifs par un acte signé adressé par lettre recommandée à la poste au secrétaire de la chambre compétente".

A l'alinéa 2, il serait préférable d'écrire : "... . Celui-ci adresse dans les deux jours et par écrit au secrétaire son accord ou son refus motivé".

Article 71.

Cette disposition prévoit que le Conseil national statue sur les demandes de récusation d'un membre de la chambre d'appel. Elle est contraire à l'article 7 de la loi qui détermine les compétences du Conseil national et qui n'en fait à aucun titre un organe juridictionnel. Il convient d'autant plus de confier, conformément au droit commun, à la chambre elle-même le soin de statuer sur la demande de récusation d'un de ses membres que sa décision sera en pareil cas susceptible d'un recours juridictionnel organisé auprès de la Cour de cassation, alors que celle du Conseil national ne le serait pas.

Il ne paraît pas conforme au droit commun non plus de confier à la chambre d'appel le soin de se prononcer sur la demande de récusation d'un membre d'une chambre exécutive.

.../...

Article 72.

Il convient d'écrire "au procureur général près la cour d'appel compétente" dans la version française et "bij de procureur-generaal bij het bevoegde hof van beroep" dans la version néerlandaise.

Article 75.

Le paragraphe 1er serait mieux en concordance avec la terminologie de la loi s'il était rédigé comme suit :

"§ 1er. Ces élections doivent avoir lieu dans les soixante jours de la transmission des listes par les Conseils d'agréation au Ministre des Classes moyennes".

Le texte néerlandais des paragraphes 2 et 3 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 76 et 77.

La cohérence entre ces deux dispositions est douteuse. Si le président de la commission électorale assume toutes les tâches confiées au président du Conseil national, comme en dispose l'alinéa 3 de l'article 76, et qu'il soit lui-même membre de la commission électorale, comment saura-t-on qu'il n'a pas fait acte de candidature alors que les délais pour ce faire ne sont pas encore ouverts et que les candidatures doivent être présentées trente jours au plus tard avant la date des élections ?

Il appartiendra au Gouvernement de porter remède à cette incohérence.

A l'alinéa 1er de l'article 76, il convient d'écrire "à l'article 75" et non "à l'article précédent".

Au même article 76, il y a évidemment lieu d'écrire en français :

"La commission détermine le lieu (et non l'adresse) des opérations électorales".

A l'article 77, deuxième phrase, on peut se demander si l'adverbe "exclusivement" correspond bien aux intentions du Gouvernement. Celui-ci n'entend-il pas que, par dérogation à l'article 13, l'information puisse se faire uniquement par circulaire ? En ce cas, il vaudrait mieux écrire : "Par dérogation à l'article 13, cette information peut se faire uniquement par circulaire".

Article 78.

Mieux vaudrait écrire :

"Le Ministre des Classes moyennes exerce les attributions des chambres d'appel pour les recours dirigés contre les premières élections".

DOEL VAN HET ONTWERP.

Luidens artikel 3 van de wet van 15 juli 1985 (vervanging van artikel 6 van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen (Belgisch Staatsblad van 26 juli 1985), heeft de Koning de bevoegdheid om de regelen te bepalen nopens het aantal leden, de voorwaarden tot verkiesbaarheid, de regels inzake verkiezing, alsmede de werkingsregels van de organen van de Beroepsinstituten. Deze organen zijn meer bepaald

- een Nationale Raad,
- twee uitvoerende Kamers,
- en twee Kamers van beroep.

Het onderhavige ontwerp beoogt precies voormelde regelen vast te stellen, en dus uitvoering te geven aan het bedoelde artikel 6 van de kaderwet van 1 maart 1976.

ALGEMENE OPMERKING.

De Regering behoort uit te maken of aan het ontwerp, gelet op de belangrijkheid ervan en op de moeilijkheden die bij de toepassing dreigen te ontstaan doordat het feitelijk onmogelijk is de ontworpen bepalingen tot in bijzonderheden uit te werken, niet best een verslag aan de Koning vooraf zou gaan, waarin de Regering de bedoelingen die aan sommige bepalingen, inzonderheid aan die welke betrekking hebben op de verschillende procedures, ten grondslag liggen, duidelijker onder woorden kan brengen dan in de tekst kan worden gedaan.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Om het opschrift niet te lang te maken, wordt voorgesteld de verwijzing naar de wet van 1 maart 1976 eruit weg te laten, aangezien die wet toch in de aanhef zal worden vermeld.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstituten die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht".

AANHEF.

Het gebruik wil dat het eerste lid als volgt wordt geredigeerd :

"Gelet op de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, inzonderheid op artikel 6, § 3, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1985;".

INDELING VAN HET BEPALEND GEDEELTE.

Uit een oogpunt van logica zou de indeling van het bepalend gedeelte en de onderverdeling van de tekst in hoofdstukken en in afdelingen grondig moeten worden omgewerkt met inachtneming van de volgende opmerkingen :

- de artikelen 4 en 6 horen niet thuis in het eerste hoofdstuk; deze bepalingen bevatten verkiesbaarheidsvoorwaarden, en dienen derhalve in een herbewerkt tweede hoofdstuk te worden opgenomen; hetzelfde geldt voor de artikelen 8, § 2, en 9;

- het tweede hoofdstuk zou op een andere wijze in afdelingen dienen onderverdeeld te worden; zo lijkt het wenselijk een afzonderlijke afdeling te wijden aan de bepalingen nopens de verkiesbaarheidsvoorwaarden, aan deze nopens de organisatie van de kiesverrichtingen en aan deze nopens de beroepsprocedure inzake de verkiezingsuitslag;

- de bepalingen nopens de "inschrijvingsprocedure" (artikelen 46 tot en met 48) en nopens de "tuchtprocedure en procedure inzake erelonen" (artikelen 49 tot en met 52) zouden beter onder respectievelijk een afdeling 6 en 7 gerangschikt worden.

Daarenboven zou in de Franse tekst, zoals gebruikelijk is, "Chapitre premier" moeten worden geschreven, en in de Nederlandse tekst, "Hoofdstuk I". De afdelingen moeten met Arabische cijfers worden genummerd en in de Franse tekst dient "Section première" te worden geschreven.

Voorts worden voor de drie hoofdstukken van het ontworpen besluit de volgende opschriften voorgesteld :

Hoofdstuk I. Samenstelling van de Nationale Raad, van de uitvoerende kamers en van de kamers van beroep;

.../...

Hoofdstuk II. Verkiezing van de leden van de Nationale Raad, van de uitvoerende kamers en van de kamers van beroep;

Hoofdstuk III. Regels inzake de werking van de organen van de beroepsinstituten.

Tenslotte zou de onderverdeling "Slot- en overgangsbepalingen" het hoofdstuk IV moeten vormen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Die bepaling heeft geen normatieve inhoud en zou bijgevolg moeten vervallen.

Artikel 2.

Uit de samenlezing van verschillende bepalingen van het ontwerp (met name de artikelen 2, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 41 en 67) blijkt dat het belangrijkste orgaan van een beroepsinstituut, meer bepaald de Nationale Raad, door de stellers van het ontwerp geconcipieerd wordt als een orgaan dat via autonome afdelingen, met afzonderlijke beslissingsmacht en met welomschreven besluitvormingsprocedures, zal werkzaam zijn.

De wet heeft de Nationale Raad geconcipieerd als een orgaan dat collegiaal beraadslaagt en waarvan de beslissingsmacht één is. Er is, althans in de huidige stand van de informatie waarover de Raad van State beschikt,

.../...

geen enkele objectieve reden waarom de aangelegenheden met betrekking tot de bescherming van de beroepstitel en de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, een verschillende oplossing zouden krijgen naar gelang van de taal van de betrokkenen.

Voormelde bepalingen zouden dus moeten worden herzien om in overeenstemming te blijven met de wet waaraan de Koning zijn bevoegdheid ontleent.

Hiermee wil niet gezegd zijn dat de Nationale Raad, bijvoorbeeld in zijn reglement van inwendige orde, niet zou kunnen voorzien in de oprichting van gespecialiseerde commissies of werkgroepen om bepaalde beslissingen te bestuderen of voor te bereiden.

De artikelen 3 en 4.

Nu de oprichting van afdelingen met eigen beslissingsmacht onwettig is, zal er wel enige aarzeling ontstaan omtrent de strekking van de artikelen 3 en 4. Moet men er van uitgaan dat, zoals een aparte lezing van de twee artikelen laat veronderstellen, al degenen die zijn ingeschreven op het tableau van de beoefenaars, ongeacht tot welke taalgroep zij behoren, alle leden van de Nationale Raad mede zouden helpen verkiezen ? Of moet men daarentegen aannemen dat de Regering, zoals zou kunnen worden afgeleid uit het verband tussen de artikelen 3 en 4 en artikel 2, het zo ziet dat de beoefenaars van het beroep naar gelang van de taalgroep waartoe zij behoren, afzonderlijke kiescolleges zouden vormen, die ieder de tot hun eigen taalgroep behorende leden van de Nationale Raad zouden verkiezen ?

.../...

Om die interpretatiemoeilijkheid te voorkomen, zouden de artikelen 3 en 4 de juiste bedoelingen van de Regering uitdrukkelijker moeten weergeven.

+

Het is artikel 6, § 3, tweede lid, van de kaderwet van 1 maart 1976 dat de duur van de mandaten op zes jaar vaststelt.

Het is niet geraden die bepaling in het uitvoeringsbesluit te herhalen, want de Koning zou niet het recht hebben om die duur te wijzigen. De woorden "...voor een termijn van zes jaar" zouden moeten vervallen.

Artikel 5.

In het eerste lid vervange men de streepjes door 1°, 2° en 3°.

De term "lijst" is bij het derde streepje onjuist gebruikt. Er zou "tableau" moeten worden geschreven.

In het derde lid zou het beter zijn de woorden "In de hierboven bepaalde gevallen" te vervangen door "In de gevallen bedoeld in het eerste lid".

In de Franse tekst van het vierde lid kan de zinswending "il est fait recours à une élection partielle" gevoeglijk worden vervangen door "une élection partielle est organisée"; die uitdrukking sluit trouwens nauwer aan bij de Nederlandse tekst.

.../...

Artikel 7.

Paragraaf 1, tweede lid, luidt als volgt :

"Op verzoek van de voorzitter kan elke uitvoerende Kamer in zoveel afdelingen van drie leden worden onderverdeeld als het aantal werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden het mogelijk maakt".

1. De strekking van die bepaling is niet duidelijk. Ze geeft immers niet aan wat de bevoegdheid is van de afdelingen van drie leden welke zij in uitzicht stelt. Het zou in ieder geval niet in overeenstemming met de wet zijn indien de afdelingen door de Koning werden gemachtigd om de bevoegdheden uit te oefenen van de twee uitvoerende kamers waarin artikel 6, § 3, van de wet voorziet.

2. Bij paragraaf 3, die als volgt luidt :

"De Koning kan voor een bepaald beroep, op verzoek van de Nationale Raad, het aantal plaatsvervangende voorzitters en leden van de uitvoerende Kamers verhogen",

is een opmerking te maken die nauw samenhangt met die welke zopas is gemaakt. Subsidiair valt op te merken dat paragraaf 1, tweede lid, alleen kan worden begrepen als men paragraaf 3 heeft gelezen.

3. Rekening houdend met de hiervoren gemaakte opmerkingen en gelet op de beperkte tijd waarover hij beschikt, zal de Raad van State zich ervan onthouden de juridische en praktische gevolgen te onderzoeken die door de verhoging van het aantal plaatsvervangende voorzitters en leden van de uitvoerende kamers en, meer in het algemeen, door de oprichting van afdelingen zouden kunnen worden teweeggebracht.

.../...

Artikel 8.

Gelet op de opmerkingen die zijn gemaakt betreffende de artikelen 3 en 4, mist artikel 8, dat naar die artikelen verwijst, de minimaal vereiste nauwkeurigheid.

Artikel 10.

De verwijzing naar artikel 4 berust op een vergissing. In werkelijkheid dient "34" te worden gelezen.

In de Franse tekst schrijve men bij voorkeur : "...constitué comme il est prévu...".

Zeggen dat het bureau "de kiesverrichtingen waar(neemt)", is niet precies genoeg, vooral daar andere bepalingen terzake een zeer uitgebreide bevoegdheid verlenen aan de voorzitter (1).

Een van de verantwoordelijkheden die het bureau in dezen te dragen zou hebben, lijkt besloten te liggen in artikel 24. Ze zou echter wel beter gedefinieerd moeten worden.

Artikel 14.

Uit het eerste lid blijkt niet duidelijk of de bepaling, zoals kan worden verondersteld, niet alleen geldt

.../...

---

(1) Onder voorbehoud van de opmerking die hierna zal worden gemaakt in verband met de vraag welke voorzitter precies bevoegd is.

voor de kandidaturen voor de uitvoerende kamers maar ook voor die voor de kamers van beroep en voor de Nationale Raad. Men zou er in die veronderstelling goed aan doen de dubbelzinnigheid weg te werken door te schrijven "bij de voorzitter van de uitvoerende kamer".

Artikel 17.

De tekst dient duidelijk te stellen welke voorzitter bedoeld wordt. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 18, 19, 25, 27 en 28.

Meer in het algemeen kan men zich afvragen waartoe de door dit artikel ingestelde regeling precies strekt en wat het praktische nut ervan is.

Daar het ontworpen besluit geacht wordt in overeenstemming te zijn met de wet, dient ervan uitgegaan te worden dat de voorzitter op de leden op wie hij een beroep zou doen, geen enkele dwang kan uitoefenen. Mocht het anders zijn, dan zouden die leden trouwens, overeenkomstig artikel 5, eerste lid, of artikel 8, § 3, onmiddellijk na hun verkiezing hun ontslag kunnen indienen. De toepassing van het artikel zou voorts nog verenigbaar moeten zijn met de toepassing van artikel 6 voor de Nationale Raad en van artikel 9 voor de kamers.

Artikel 18.

In het derde lid moeten de woorden "...van dit artikel" als overbodig vervallen.

.../...

Artikel 19.

In de typografische inrichting van de aan de Raad van State voorgelegde tekst komt de verdeling van het artikel in leden niet duidelijk naar voren.

De tekst zou nauwkeuriger zijn indien aan het slot van het artikel werd geschreven : "...worden bezorgd door de uitvoerende kamer". Eenzelfde opmerking geldt voor artikel 21.

Artikel 20.

Naar gelang van hetgeen de Regering juist bedoelt is de uitdrukking : "Op het stembriefje stipt de kiezer ... aan" ofwel te vaag ofwel te scherp. Mocht de Regering met die formulering het model van het stembriefje impliciet willen vaststellen, dan zou de uitdrukking onvoldoende nauwkeurig zijn. In het tegenovergestelde geval zou kunnen worden volstaan met te schrijven : "De kiezer brengt op het stembriefje zijn stem uit voor ten hoogste zoveel kandidaten als ...".

Artikel 26.

In het tweede lid lijkt het zinsdeel "en afgetrokken van het totaal aantal stembriefjes" iets te verwoorden dat welhaast vanzelf spreekt. Mocht de Regering het noodzakelijk achten dat zinsdeel te behouden, dan zou het, wil het althans enige betekenis hebben, aangevuld moeten worden met de woorden "om het aantal geldige stemmen te bepalen".

.../...

Artikel 27.

Bij het eerste lid is dezelfde opmerking te maken als die welke bij de artikelen 3 en 4 is gemaakt.

Het tweede lid bepaalt :

"Indien geen enkele in het Duitstalig gebied woonachtige kandidaat wordt verkozen, wijst de voorzitter, in de artikelen 2 en 8 vermelde onderstelling de kandidaat van dat gebied aan, die het grootste aantal stemmen heeft bekomen. Hij neemt de plaats in van het verkozen plaatsvervangend lid dat het kleinste aantal stemmen had bekomen".

De bepaling, zoals die thans geredigeerd is, roept verscheidene bedenkingen op :

1. De woorden "in de (in) artikelen 2 en 8 vermelde onderstelling" lijken veel te ruim om te voorzien in de ene mogelijkheid waarmee hier gerekend moet worden, namelijk de toepassing van artikel 8, § 3, tweede lid, van de wet.

2. De aanwijzing van de kandidaat van het Duitse taalgebied die het grootste aantal stemmen heeft behaald en die de plaats zal innemen van het verkozen plaatsvervangend lid dat het kleinste aantal stemmen had gekregen, geschiedt niet volgens een maatstaf aan de hand waarvan met voldoende nauwkeurigheid kan worden vastgesteld tot welke taalgroep het plaatsvervangend lid dat aldus zijn plaats moet afstaan, behoort.

3. De ontworpen tekst kan desnoods, door samenlezing met artikel 8, § 3, van de wet, inzonderheid de volzin "De vertegenwoordiging van dit taalgebied moet er dan in verzekerd zijn", zo geïnterpreteerd worden dat de voorzitter een werkend lid kan vervangen door het Duitstalig plaatsvervangend lid. Dan nog zou het verkieslijk zijn zulks in de ontworpen bepaling uitdrukkelijk te preciseren door aan te geven welk werkend lid dan zijn plaats zou moeten afstaan.

.../...

De artikelen 32 en 33.

Deze bepalingen moeten opnieuw worden bekeken ten gevolge van de herziening van artikel 2.

Artikel 34.

Deze bepaling moet eveneens worden herzien om de reden die is opgegeven in verband met artikel 2. Hetzelfde geldt voor de laatste volzin van artikel 35, voor artikel 38, voor artikel 39 en voor artikel 41.

Artikel 35.

Rekening houdend met artikel 7, § 2, eerste lid, van de wet, zou de eerste volzin van het artikel als volgt geredigeerd moeten worden :

"Het bureau is belast met het dagelijks bestuur van het Instituut".

Artikel 36.

Aan het slot van het artikel kan beter worden gelezen : "... en ondertekent de notulen alsmede alle stukken welke van die organen uitgaan".

Artikel 40.

De Nederlandse tekst van het tweede lid dient als volgt te worden gelezen :

"Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter".

.../...

Artikel 42.

Het is de Raad van State niet duidelijk welke de normatieve strekking is van de tweede volzin van het artikel. Enerzijds wordt niet gezegd wanneer een optreden van de regeringscommissaris "nodig" zal zijn; anderzijds bepaalt artikel 7, § 3, vierde lid, van de wet, dat de termijn waarover de regeringscommissaris beschikt om beroep in te stellen, ingaat "op de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft genomen", en men ziet dan ook niet in welk nut het heeft te bepalen dat die termijn niet verlengd zou worden indien de regeringscommissaris "ter plaatse van de in zijn afwezigheid genomen beslissingen" kennis zou hebben genomen.

Daarenboven zou moeten worden geschreven : "... in artikel 7, § 3, van de wet van 1 maart 1976 ...".

Artikel 44.

De eerste volzin van het eerste lid van de Franse tekst zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Les chambres exécutives ne délibèrent valablement que si le président ou le vice-président, deux membres effectifs ou suppléants et l'assesseur juridique sont présents".

In de Nederlandse tekst van die eerste volzin schrijve men "op geldige wijze" in plaats van "geldig".

Dezelfde opmerkingen gelden, mutatis mutandis, voor artikel 53.

De Nederlandse tekst van het tweede lid leze men als volgt :

"Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter".

.../...

Artikel 45.

1. Dit artikel lijkt, gelet op de plaats welke het in de tekst krijgt, zowel betrekking te hebben op de inschrijvingsprocedure als op de tuchtprocedure en op de procedure inzake erelonen.

De vraag rijst of de verplichting om alle beslissingen met redenen te omkleden wel noodzakelijk is. Wellicht zou het voldoende zijn voor te schrijven dat de beslissingen tot weigering met redenen worden omkleed (zie bijvoorbeeld artikel 4, § 2, van de wet van 30 april 1970 op het kamperen).

2. Hebben bovendien de stellers van het ontwerp een onderscheid willen maken tussen de partijen die volgens paragraaf 1 gehoord of behoorlijk opgeroepen moeten worden en de betrokken personen die volgens paragraaf 2 mondeling of schriftelijk hun middelen kunnen doen gelden ?

3. Het kan bevreemding wekken dat het artikel, dat in afdeling 2 met als opschrift "De Uitvoerende Kamers" staat, eveneens op de kamers van beroep betrekking heeft.

4. De term "mandaat" die gebruikt is in paragraaf 2, derde volzin, heeft slechts zin als de "betrokken personen" zich niet alleen kunnen laten bijstaan maar ook kunnen laten vertegenwoordigen door een advocaat of door een of meer leden van het Instituut die voldoen aan de voorwaarden om voor de Kamers te worden verkozen. Het is echter pas in artikel 52 dat uitdrukkelijk in de vertegenwoordiging wordt voorzien.

.../...

De tekst zou in alle geval moeten worden herzien. Hij zou bijvoorbeeld als volgt geredigeerd kunnen worden :

"... Zij kunnen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door één of meer leden van het Instituut die voldoen aan de voorwaarden om voor de Kamers te worden verkozen. Wanneer zij niet vertegenwoordigd zijn door een advocaat dient het mandaat schriftelijk te zijn".

Artikel 47.

Zoals paragraaf 1 geredigeerd is, lijkt hij alleen aan de secretaris een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid te laten ten aanzien van de vraag of het dossier voldoende gestoffeerd is om de termijn van acht dagen te laten ingaan.

Het komt de Regering toe te oordelen of dit met haar bedoelingen strookt.

Artikel 48.

Niet alleen is het vreemd dat de termijn om over de inschrijving te beslissen gewoon vervat is in de termijn om die beslissing ter kennis te brengen, maar in aansluiting bij wat zoëven ten aanzien van artikel 47, § 1, opgemerkt is, zij erop gewezen dat de termijn van zestig dagen ingaat vanaf "de aanvraag", zonder dat nader bepaald is of het volledige dossier er bij gevoegd dient te zijn opdat de termijn werkelijk kan ingaan. Evenmin wordt melding gemaakt van de ontvangst van de aanvraag, zoals in artikel 47, § 1.

../...

Artikel 50.

Bij de terminologie van het artikel is dezelfde opmerking te maken als die welke met betrekking tot artikel 45 is geformuleerd.

Artikel 51.

Het zou verkieselijk zijn om in de Franse tekst te schrijven : "Les décisions qui sont rendues en matière disciplinaire ...".

Op de vijfde regel moet men in de Franse tekst "prononciation" schrijven, zoals in het Gerechtelijk Wetboek, in plaats van "prononcé". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 59, 4°.

Artikel 52.

Uitspraak bij verstek heeft alleen dan zin wanneer verzet openstaat een geregeld is, wat in afdeling 2 van het ontwerp niet het geval is, daar artikel 61, dat weliswaar in algemene bewoordingen gesteld is, opgenomen is in afdeling 3 die het opschrift "De Kamers van beroep" draagt.

Artikel 54.

Het zou fraaier zijn om in het tweede lid van de Franse tekst te schrijven : "...; il doit être formé dans les trente jours ...".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid moet worden gelezen : "Het beroep heeft schorsende kracht; het moet ...".

.../...

Artikel 55.

In de Franse tekst zou men moeten schrijven :

"Dès la réception du recours, le secrétaire l'inscrit sous un numéro d'ordre dans un registre constitué à cette fin et demande ...".

Artikel 56.

Uit het artikel volgt blijkbaar dat het de secretaris is die de datum bepaalt van de zitting waarop de zaak zal worden opgeroepen. Deze gevolgtrekking wordt tegengesproken door de tweede volzin van artikel 62. De in dat artikel geformuleerde bepalingen zouden tussen de artikelen 55 en 56 of vooraan in artikel 56 moeten worden ingevoegd.

Onder artikel 56 zou de eerste volzin eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt :

"De secretaris roept de werkende leden van de kamer van beroep bijeen voor de vastgestelde zitting".

Artikel 57.

Zoals het eerste lid geredigeerd is, lijkt het de secretaris te veroorloven de termijn waarbinnen het dossier kan worden ingezien, vast te stellen. Het ontworpen besluit zou een minimumtermijn moeten bepalen. Men vergelijke de bepaling met artikel 50.

Het zou verkieslijk zijn om zoals gebruikelijk is in het tweede lid van de Franse tekst "sans déplacement" te schrijven in plaats van "sur place".

.../...

Artikel 58.

Men kan niet nalaten erop te wijzen dat de nauwkeurigheid van de bepalingen betreffende de zittingen in hoger beroep afsteekt tegen het vergelijkenderwijs veeleer summiere karakter van de bepalingen welke op de zittingen in eerste aanleg betrekking hebben.

Artikel 59.

Ter vermijding van nodeloze herhaling zou het verkieslijk zijn om aan het begin van het artikel te schrijven :

"De beslissingen worden genomen overeenkomstig het bepaalde in artikel 45. Zij worden met redenen omkleed en vermelden :".

Om alle dubbelzinnigheid te voorkomen zou men in 1° moeten schrijven : "de volledige identiteit van de partijen en, in voorkomend geval, die van de persoon die ze vertegenwoordigt of bijstaat;".

Artikel 61.

In de Nederlandse tekst van het derde lid schrijve men "de verzet doende partij" en "verzet doen" in plaats van "de verzetmakende partij" en "verzet maken".

Artikel 63.

Er is een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst van de tweede volzin.

.../...

Ervan uitgaande dat de Nederlandse tekst, die logischer is, de bedoeling van de Regering beter vertolkt dan de Franse tekst, wordt voorgesteld de tweede volzin als volgt te redigeren :

"... . Nochtans kan het door de betrokkene ingestelde beroep in tuchtzaken niet tot gevolg hebben dat de uitgesproken straf wordt verzwaard".

Artikel 64.

Uit artikel 8, § 3, eerste lid, van de wet en in het bijzonder uit het voornaamwoord "deze", dat op de verenigde kamers duidt, blijkt dat de wet voor het bepalen van de samenstelling van die verenigde kamers de leden van de beide kamers gewoon samentelt. Het is de Koning dus niet geoorloofd ze anders samen te stellen, zoals artikel 64 doet. Dit artikel moet derhalve worden herzien.

Indien het artikel, zoals artikel 44 een quorum bepaalde, zou het geen aanleiding geven tot dit bezwaar.

In alle geval is de term "taalrol" in het onderhavige geval irrelevant.

Artikel 65.

Wat dit artikel betreft, zij verwezen naar de onder artikel 27 gemaakte opmerkingen.

Er valt echter op te merken dat het er hier om gaat aan de verenigde uitvoerende kamers of kamers van beroep een lid van de Raad of, bij gebreke daarvan, een op het tableau van de beoefenaars ingeschreven persoon toe te voegen.

Het zal nodig zijn dat de Regering de beide bepalingen met elkaar in overeenstemming brengt.

.../...

Artikel 68.

Het tweede lid belast de secretaris met het opstellen van de beslissingen. Deze formulering is dubbelzinnig daar de beslissingen uiteraard door de kamer genomen moeten worden. Het zou dus verkieslijk zijn te schrijven dat hij "de beslissingen aantekent".

Artikel 70.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"De partij die een lid van een kamer wil wraken, moet dit doen voordat enig verweermiddel wordt aangevoerd en moet de redenen ervan uiteenzetten bij een ondertekende akte die bij ter post aangetekende brief aan de secretaris van de bevoegde kamer wordt gericht".

Het zou verkieselijk zijn in het tweede lid te schrijven : "... Dat lid stelt binnen twee dagen de secretaris schriftelijk in kennis van zijn instemming of zijn met redenen omklede weigering".

Artikel 71.

Deze bepaling stelt dat de Nationale Raad uitspraak doet over de verzoeken tot wraking van een lid van de kamer van beroep. Zij is strijdig met artikel 7 van de wet dat de bevoegdheden van de Nationale Raad bepaalt en er in generlei opzicht een rechtsprekend orgaan van maakt. Het is des te meer aangewezen om, overeenkomstig het gemeen recht, de kamer zelf te laten beschikken op een verzoek tot wraking van een van haar leden, daar in een dergelijk geval tegen haar beslissing bij het Hof van Cassatie in te stellen gerechtelijk beroep openstaat, terwijl dat niet zou gelden voor de beslissing van de Nationale Raad.

.../...

Het lijkt evenmin in overeenstemming met het gemeen recht te zijn dat de kamer van beroep wordt opgedragen uitspraak te doen over een verzoek tot wraking van een lid van een uitvoerende kamer.

Artikel 72.

In de Nederlandse versie moet men schrijven : "bij de procureur-generaal bij het bevoegde hof van beroep" en in de Franse versie "au procureur général près la cour d'appel compétente ".

Artikel 75.

Paragraaf 1 zou meer in overeenstemming met de terminologie van de wet zijn als hij als volgt werd gesteld :

"§ 1. Deze verkiezingen moeten plaatshebben binnen zestig dagen nadat de lijsten door de Raden van erkenning aan de Minister van Middenstand zijn gezonden".

Het zou beter zijn de Nederlandse tekst van de paragrafen 2 en 3 als volgt te redigeren :

"§ 2. Er mag aan worden deelgenomen door de op deze lijsten ingeschreven personen die de in artikel 17, § 2, van de kaderwet bedoelde provisie hebben betaald.

§ 3. De personen vermeld in paragraaf 2 die ten minste dertig jaar oud zijn en die een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen, kunnen zich kandidaat stellen".

.../...

De artikelen 76 en 77.

Het valt te betwijfelen of deze twee bepalingen wel coherent zijn. Als de voorzitter van de verkiezingscommissie alle taken vervult waarmee de voorzitter van de Nationale Raad belast is, zoals het derde lid van artikel 76 bepaalt, en hij zelf lid is van de verkiezingscommissie, hoe zal men dan weten dat hij zich niet kandidaat heeft gesteld terwijl de termijnen om dat te doen nog niet openstaan en de kandidaturen uiterlijk dertig dagen vóór de datum van de verkiezingen moeten worden ingediend ?

Het is zaak van de Regering die incoherentie op te heffen.

In het eerste lid van artikel 76 schrijve men "in artikel 75" en niet "in het vorig artikel".

In hetzelfde artikel 76 moet men uiteraard in de Franse tekst schrijven :

"La commission détermine le lieu (en niet : l'adresse) des opérations electorales".

Men kan zich afvragen of in artikel 77, tweede volzin, het bijwoord "uitsluitend" wel aan de bedoelingen van de Regering beantwoordt. Bedoelt zij het niet zo dat het, in afwijking van artikel 13, toegstaan is de kennisgeving alleen per circulaire te doen? In dat geval zou het beter zijn te schrijven : "In afwijking van artikel 13 is het toegestaan deze kennisgeving alleen per circulaire te doen".

.../...

Artikel 78.

Het zou beter zijn te schrijven :

"De Minister van Middenstand oefent de bevoegdheden van de kamers van beroep uit ten aanzien van de beroepen die tegen de eerste verkiezingen worden ingesteld".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. D. ALBRECHT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. D. ALBRECHT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.